

---

#### Liminaire CSAL du 08/02/2023

Madame la Présidente,

La CFTC 21 manifeste sa colère face à ces nouvelles suppressions d'emplois.

Cette année, une fois encore, ce sont 850 emplois qui disparaissent au sein de la DGFIP, ce qui porte à 19157 Emplois supprimés précisément sur les onze dernières années.

Par un obscur calcul effectué par la DGFIP et le ministère en termes de gain de productivité lié à la disparition de la taxe d'habitation des locaux principaux et à la contribution à l'audiovisuel public, ce sont 7 emplois supprimés au sein des Services des Impôts des Particuliers Dijonnais et Beaunois.

Or, et c'est là où cela devient scandaleux, ces mêmes SIP se voient attribuer d'autres missions notamment un renforcement de l'accueil téléphonique et distanciel, et le traitement des demandes d'aides aux particuliers concernant l'indemnité carburant.

Les autres emplois concernent d'autres services des finances publiques du département mais au final, ce sont tous les services de la Côte d'Or qui sont sollicités avec toujours moins d'effectifs alors que les charges de travail restent effectives. Ils contribuent comme ils peuvent au bon fonctionnement du service public tel que les usagers sont en droit d'attendre alors qu'ils subissent continuellement les assauts des restructurations en termes d'emplois, de localisations et de missions, le tout dans un contexte relationnel avec les usagers de plus en plus tendu et avec de moins en moins de moyens humains.

Les agents des finances publiques crient leurs épuisement, leur colère, leur déception, leur ras-le-bol, leur désarroi ...face au tsunami des restructurations mal pensées avec comme unique logique, les économies budgétaires quoiqu'il en coûte ...

Mais la DGFIP et le gouvernement s'en moquent avec un mépris jamais vu jusqu'à présent.

On voit bien qu'au-delà des discours véhiculés par la DGFIP, le ministère et le gouvernement, le constat est : Toujours plus d'éloignement des services publics envers la population et les collectivités.

Pour nos dirigeants et gouvernants actuels, la devise est « toujours plus loin, toujours plus haut » dans la destruction des services publics.

***Agir pour ne pas subir.***

Sur le quinquennat 2022/2027, il est dorénavant acté 2950 suppressions d'emplois au cœur de la DGFIP et leur imagination ne s'arrêtera pas là car à partir de 2026, le cours des suppressions et restructurations de Services reprendra ...